

## L'Europe au bord de l'implosion. Avec la Grèce, indignons-nous !<sup>1</sup>

Mais qui va calmer ces forcenés ? Imagine-t-on un casino où des joueurs ayant perdu leurs mises, les croupiers sortent de la maison de jeu et demandent aux passants d'éponger leurs pertes ? Les menacent au cas où ils rechigneraient à passer à la caisse pendant que les aventuriers du fric s'apprentent déjà à passer à la table de jeu suivante ? Ainsi, pourtant, va l'Europe et les « experts » en économie politique qui la mènent quand ils laissent aux marchés financiers le soin de définir notre avenir commun. Or, tel est le prix des traités successifs, et singulièrement du dernier d'entre eux, dit « de Lisbonne », qui nous prédisait à son tour un avenir stable, une économie efficace et juste, un horizon de paix et des institutions plus proches des citoyens.

Bernique ! L'Union européenne est dans le trou, ses dirigeants ont peur. Au point que certains, comme le représentant de la Pologne auprès de l'UE, posent ouvertement l'hypothèse de son implosion « « L'Europe en tant que telle subit des niveaux jamais égalés de division et de contrainte, qui amènent à s'interroger sur la détermination des Européens à rester unis » ».

Le fait est que les dispositions adoptées ces derniers mois, après la faillite prédite de l'Etat grec, ne génèrent pas la confiance tant espérée des marchés. Pire, désormais, on admet ouvertement que les spéculateurs, après la Grèce, se tourneront contre les autres Etats en fonction de l'importance de leur dette publique. Toutes choses restant égales – donc à politiques ultralibérales inchangées –, c'est non seulement le peuple grec mais l'ensemble des peuples d'Europe qui sont promis à la casserole. Et à feu vif. « Si la Grèce était le premier pays à faire défaut, les regards se tourneraient ensuite vers d'autres pays comme l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, peut-être la Belgique mais aussi la France, quand on voit son niveau de déficit et d'endettement » a lancé le ministre belge des Finances, Didier Reynders. C'est ce qu'on appelle l'effet domino. Jeu tactique, dramatisation de circonstance ? Ce serait mésestimer la gravité de la situation que de s'en tenir là.

Car le « pacte pour l'euro plus » signé en mars dernier est aussi le signe du sauve-qui-peut général. Attaque renforcée contre les salaires et les mécanismes d'indexation. Dans le secteur public, les accords devront « soutenir les efforts de compétitivité consentis dans le secteur privé » ! « Réduction des charges fiscales pesant sur le travail », en réalité sur le capital et les bénéfiques. Relèvement de l'âge de la pension, peu ou prou accepté en Belgique par la plupart des partis flamands et le MR. En parallèle, chaque État membre devra introduire dans sa constitution les limites autorisées par les traités à l'endettement public. Là encore, danger. « Il est à craindre que des mesures d'austérité budgétaire à courte vue, ainsi que l'insistance sur la compétitivité par la baisse des coûts salariaux ne mette à terme en danger la croissance économique et la viabilité politique de l'Union européenne », prévient l'ancien ministre belge des Affaires sociales, Frank Vandenbroucke (SP-a), pourtant peu suspect d'antilibéralisme primaire<sup>2</sup>.

### Un dispositif destructeur

La création d'un « Mécanisme européen de stabilité financière » (MES) a été décidée en mai dernier. Il est censé pérenniser, au-delà de 2013, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) lancé en 2010 pour sortir de la tourmente financière et rapidement dépassé. Il disposera d'un capital de départ de 700 milliards d'euros apporté par les États, qui, faute de moyens propres, en emprunteront une bonne part sur les marchés financiers. Ce dispositif permettrait aussi, ainsi que l'ont confirmé le 20 juin les ministres européens des Finances, de prêter jusqu'à 500 milliards d'euros à des taux garantis élevés pour satisfaire les marchés mais qui fragiliseront les États créanciers, par définition déjà lourdement endettés. Exceptionnellement, le MES pourrait acheter de la dette publique directement auprès des États. Les vingt-sept ont aussi accéléré la fuite en avant en prévoyant des sanctions financières pour ceux qui ne respecteront pas « la discipline budgétaire » : avec le « semestre européen », adopté en mars dans le cadre du pacte pour l'euro, chaque gouvernement doit soumettre son projet de budget à ses pairs et à la Commission, avant même qu'il soit présenté au Parlement national. En vertu de quoi, et au nom de la sacro-sainte compétitivité, la Belgique, exige la Commission, devrait mettre à mal l'index et les retraites.

<sup>1</sup> par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - juillet 2011.

<sup>2</sup> « C'est d'un pacte d'investissement social que l'Europe a besoin ». Carte blanche cosignée dans *le Soir* du 16 juin 2011.

Très naturellement, le recours au MES, sous le contrôle de la Commission européenne, de la BCE et, désormais, du FMI, exige en contrepartie des « plans d'ajustement macro-économique » drastiques. A charge pour les peuples de satisfaire la gourmandise des marchés financiers. Une voracité nourrie par des États qui ont décidé de substituer l'endettement public à l'endettement privé aveugle qui a conduit au crash de 2008. La note étant présentée aux contribuables et aux salariés, cette Europe là va dans le mur. D'autant que la mobilisation au prix fort des sommes prévues ne suffira pas s'il s'agit de réagir à la contagion tant redoutée. Si, après la Grèce, vient le tour du Portugal, puis de l'Espagne, c'est tout le système actuel de l'euro qui sera au bord du gouffre. Et dans la foulée, une Europe où toute préoccupation sociale semble être d'un luxe suranné : Avec « la crise déclenchée en 2008 », « presque partout, les inégalités et le chômage ont augmenté, et les niveaux d'endettement semblent remettre en cause toute capacité d'investissement nouvelle ». Oubliée, déjà, « la stratégie de long terme, 'Europe 2020' visant 'une croissance intelligente, soutenable et inclusive' » regrette M. Vandenbroucke... En attendant, la « solidarité » européenne sert remarquablement les intérêts des capitaux financiers et des banques privées.

### **Les marchés disposent**

Les 23 et 24 juin, le sommet européen s'est réuni avec un ordre du jour éloquent : renforcement des capacités de prêt du Fonds européen de stabilité financière, formalisation par traité du mécanisme européen de stabilité et réforme du Pacte européen de stabilité et de croissance. Soit l'ensemble des critères qui définissent l'effort de réduction des déficits publics dans les pays de la zone euro. Dans les faits, il s'agit de durcir les procédures de surveillance budgétaire et fiscale des Etats membres de l'eurogroupe.

Décidément, le ridicule ne tue pas. Nos « élites », au nom de l'urgence, avancent vers le bord de la falaise avec l'arrogance de ceux qui savent et donnent la leçon aux sans-grades. Apparemment sûres de leur fait, même si l'évidence d'hier n'est déjà plus la vérité d'aujourd'hui. Mais comment ne pas voir que, si elles proposent, les marchés, de leur propre aveu, disposent. Dans ce paradigme insensé, où le politique se soumet à la férule des spéculateurs, entre la « puissance » publique et le monde de la finance privée, il y a un acteur de trop.

Le cas de la Grèce, hier la chérie des « banksters » qui lui prêtèrent sans compter, aujourd'hui mise en vente, est on ne peut plus éloquent. Pour la première fois en Europe, l'hypothèse de la faillite d'un Etat est, on l'a dit, ouvertement évoquée. La Grèce est le premier pays à passer sous les fourches caudines du « Fonds européen de stabilité financière » piloté par la troïka Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds Monétaire International. Pour quel effet, sinon la perte de toute souveraineté ?

L'UE, pour prendre la température du malade, exige que celui-ci soit saigné à blanc. « Le gouvernement grec, d'ici la fin du mois, doit faire en sorte que nous soyons convaincus que toutes les obligations des autorités grecques auront été remplies », a prévenu le chef de file des ministres des finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, en sortant de la réunion. « Pour prendre la décision [sur le déblocage des prêts] début juillet, nous aurons besoin d'avoir la décision du Parlement grec » sur le plan d'austérité et de privatisations, a clarifié Didier Reynders<sup>3</sup>. La Vouli, la Chambre des représentants, a obtenu. Triste victoire.

### **Des « renfloueurs » sans légitimité**

Où en est-on ? *Der Spiegel* vient de résumer la situation à sa façon. Epinglant au passage le « Le manque de légitimité démocratique des 'renfloueurs' (...) lors de sommets plus ou moins secrets réunissant une poignée de dirigeants. », l'hebdomadaire allemand classé au centre-gauche constate que les dirigeants européens « veulent gagner du temps. Ils espèrent que les marchés se calmeront et que leurs réformes feront effet. » Or, « Malgré toutes les mesures d'aide et tous les risques endossés par leurs renfloueurs, les pays malades de la zone euro

---

<sup>3</sup> Didier Reynders minimise, non sans démagogie, l'apport de notre pays : « Le risque pour la Belgique, au cas où l'aide devrait être activée, porte sur un montant de 15 à 20 milliards d'euros, soit cinq à six fois moins que ce nous avons consenti pour Dexia. » Dexia qui se débat avec des engagements hasardeux en Europe – comme en Grèce – et aux Etats-Unis et dont les comptes sont plombés.

en sont au même point qu'ils étaient voilà déjà plus d'un an : au bord du gouffre. Les primes de risque sur leurs obligations souveraines ont atteint de nouveaux records, et les Grecs ont besoin d'argent frais pour éviter la banqueroute. Le risque que la crise ne gagne d'autre pays de la zone euro est loin d'être écarté<sup>4</sup>. »

Les ministres des Finances de la zone euro ont assujéti de nouvelles aides à Athènes à des tours de vis supplémentaires : toujours plus de casse sociale et l'envoi d'experts de l'UE et du FMI, des technocrates imperméables aux volontés populaires, pour alourdir la tutelle sur le pays. Selon le commissaire européen aux affaires économique, Olli Rehn, ces derniers veilleront à « vérifier que nous avons la même compréhension du texte qui sera soumis au Parlement d'ici à la fin juin ». Les ministres ont également établi que les créanciers privés seraient invités à faire un effort sur base d'une participation informelle et volontaire, comme le voulaient Nicolas Sarkozy et Angela Merkel qui s'entendent comme larrons en foire pour donner le « la ». « A votre bon cœur, Messieurs les banquiers ! », tel est en quelque sorte le cri du chœur européen. Alors que des banques allemandes, belges ou françaises ont sans hésitation prêté à Athènes des sommes énormes à des taux d'intérêt quasi usuraires. En fait d'urgence, ils ont reporté toute décision au début de mois de juillet. Un signe des divergences qui persistent entre les ténors de l'UE. Et de l'illusion d'une « gouvernance » européenne en période de crise grave. Que diront les Parlements nationaux quand ils seront consultés pour ratifier ces mécanismes tordus, alors que montent en puissance, en Belgique comme ailleurs, les droites populistes, nationalistes et volontiers xénophobes ? La situation est telle que Jean-Claude Trichet - avant de passer la main à la tête de la BCE fin octobre - suggère la mise en place d'un « ministre des finances » de l'Union européenne, dont la fonction serait sans doute de donner une traduction politique pratique aux directives du « pacte pour l'euro ».

### Ces dangereux apôtres

Au risque de semer la panique parmi les petits épargnants, inquiets du danger de banqueroute globale, ou de provoquer des révoltes sociales, de dangereux apôtres vont répétant haut et fort que la situation est grave et qu'une faillite de la Grèce aurait de lourdes conséquences à la fois sur l'euro et sur l'économie mondiale. Mais prennent des mesures qui ne pourront qu'aggraver le danger. « Un défaut de paiement de la Grèce s'étendrait à l'ensemble de l'endettement privé et public de la Grèce qui excède largement 1.000 milliards d'euros. Il provoquerait la faillite immédiate des banques grecques, et des banqueroutes à travers l'Europe », mettent en garde des économistes. En clair : nous ne pouvons abandonner le pays à la faillite, quoi qu'il en coûte. A qui ? Tous les pays de la zone euro sont concernés par la déclaration de guerre que constitue le « pacte pour l'euro », avec une offensive revancharde de régression sociale et démocratique.

Les réponses de l'Union européenne et du FMI à la situation de pays comme la Grèce sont coûteuses et inefficaces ? Foin de solidarité. Une course de vitesse est engagée pour saigner les plus faibles et jeter par-dessus bord ce qui reste de conquêtes sociales en espérant que les banquiers, pourtant disqualifiés, et les agences de notation seront compréhensifs. C'est ce que certains appellent « réinventer la gouvernance économique et budgétaire de la zone euro ».

Le modèle libéral de construction européenne est à bout de souffle. La moitié de la population grecque refuse les plans mortifères de l'UE. L'autre moitié n'y croit pas plus, au point que le Premier ministre Georges Papandréou a promis un référendum. Non pour ou contre le plan de rigueur, mais sur une nouvelle constitution réduisant le nombre de députés et revoyant la loi électorale. S'il s'agit de détourner l'attention du bradage de son pays et de répondre au discrédit de la classe politique, l'essai ne risque guère d'être transformé.

Selon le professeur de philosophie politique et sociale au département de sociologie de l'Université d'Egée, Panagiotis Sotiris, qui s'exprimait dans les colonnes de *l'Humanité*, « nous sommes à un point limite » Après un an d'austérité extrême, « Nous sommes en récession. Et à ce moment, le gouvernement grec annonce une nouvelle série de mesures pires encore que les autres : augmentation des taxes, baisse des salaires, programme de privatisations énormes... » En réalité, ils vont tout vendre, y compris les entreprises stratégiques : les télécommunications (OTE), l'eau, l'électricité, l'entreprise pétrolière et même des espaces publics ! Tout cela a créé les condi-

---

<sup>4</sup> « Requiem pour une devise ». *Der Spiegel* daté du 20 juin 2011 (article traduit par *le Courrier international*)

tions pour une crise sociale qui devient une crise politique. En 37 ans de démocratie, c'est la première fois qu'un gouvernement, dirigé par le Pasok (parti socialiste) connaît une telle crise de légitimité. »

Mais les dirigeants européens ne peuvent pas maîtriser la protestation du peuple grec, ni le risque, réel, d'explosion sociale, face à un transfert massif de richesses du travail vers le capital. Comment en sortir ? Comment de l'alternative peste ou choléra, comme l'ont exigé encore les syndicats lors de l'euromanifestation du 21 juin à Luxembourg ? La situation impose de changer radicalement de cap. De rompre avec les (il)logiques ultralibérales. De réintégrer la puissance publique dans le jeu. De soumettre les financiers à de nécessaires régulations. Par exemple, comme le propose le Parti de la gauche européenne, en créant un fonds social qui financerait les investissements nécessaires aujourd'hui grâce à des prêts à taux bas aux États. Ce serait un moyen de sortir de la domination des marchés. Une piste à creuser.

### **Haro sur le « social »**

Le 20 juin, la Commission européenne a annoncé une coupe radicale dans le budget de l'aide alimentaire européenne qui sera ramené de 500 à 113 millions d'euros. Cette aide apportait un financement aux 240 banques alimentaires européennes qui viennent en aide aux Européens les plus démunis. Alors qu'il ne représente que 1% du budget de la Politique agricole commune ce programme s'adressait à 13 millions de personnes dépendante de cette aide. En France, d'après plusieurs associations caritatives cette aide bénéficierait à 2 millions de personnes.

Le gouvernement allemand, soutenu par 6 autres Etats européens qui ne participaient pas à ce programme, a décidé d'introduire une plainte devant la Cour européenne de Justice, arguant que cette aide ne pouvait être soutenue par le Budget de la Politique agricole commune (PAC), prétextant qu'elle était avant tout sociale et ne rentrait pas dans les missions de la PAC. La Cour européenne de justice leur a donné raison en avril.

« Cette décision est totalement scandaleuse, a dénoncé Patrick Le Hyaric, vice-président du groupe de la Gauche unitaire européenne. Elle est à l'opposé de l'idée d'une Europe sociale. Comment accepter que la Commission de Bruxelles puisse ignorer froidement 43 millions de personnes, menacées par la pauvreté alimentaire ? »

La Commission Emploi et Affaires sociales au Parlement européen a déposé, la semaine dernière, une question à la Commission pour réclamer que ce programme établi depuis 1987 puisse être rétabli.